



**Jour
J-139**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

14/08/2019

Commémoration du débarquement de Provence (*France*) P2

Ouattara, invité de Macron

Journée internationale de la jeunesse P3

**Touré Mamadou: “ L'éducation inclusive
et de qualité est une réalité en Côte d'Ivoire ”**

CROISSANCE ÉCONOMIQUE P3

Des experts veulent en apprécier l'impact sur la population

EPIDÉMIE DE FIÈVRE JAUNE EN CÔTE D'IVOIRE

Pr Joseph Bénié Bi Vroh, Dg de l'Inhp :

«...Tous les malades ont été déclarés guéris» P7

Commémoration du débarquement de Provence (France)

Ouattara, invité de Macron

Le Chef de l'Etat prendra part, jeudi, à la cérémonie commémorant le 75^e anniversaire du débarquement des alliés et de l'armée française, en Provence.

A l'invitation du Président de la République française Emmanuel Macron, le Chef de l'Etat Alassane Ouattara assistera, demain, au 75^e anniversaire du débarquement des alliés en Provence. Selon le site de la Présidence française, la cérémonie se déroulera à la nécropole nationale de Boulouris, à Saint-Raphaël, dans le département du Var, dans la région de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette nécropole fut inaugurée le 15 août 1964 par le général de Gaulle. Y ont été regroupés, les corps de 464 combattants de toutes origines, appartenant à la 1^{ère} armée française (1^{ère} Dfl) commandée par le général de Lattre de Tassigny, tués au cours du débarquement de Provence. Ces corps ont été exhumés des cimetières



militaires communaux du Var. On peut lire sur le site du Figaro que le débarquement allié en Provence du 15 août 1944 a été mené par les forces américaines et françaises parties d'Afrique du Nord, de Corse et d'Italie du Sud. Elles incluaient 260

000 combattants de la 1^{ère} armée française dirigée par le général de Lattre de Tassigny, composée principalement de soldats venus d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne. Traditionnellement, la commémoration du débarquement en Provence est l'occasion de saluer la contribution des soldats des anciennes colonies françaises à la Libération. Rappelons qu'en août 2014, le Chef de l'Etat avait pris part au 70^e anniversaire du débarquement aux côtés de François Hollande, à l'époque Président de la République française. Cette célébration qui avait eu pour cadre le Porte-avions Charles de Gaulle avait été marquée par deux temps forts, à savoir l'allocution de François Hollande et le défilé militaire. Le Président français d'alors avait indiqué : *"Nous nous retrouvons aujourd'hui, au large des côtes du Var, à bord du bâtiment qui porte le nom du Chef de la France libre, Charles de Gaulle, pour nous souvenir ensemble que la libération de la France s'est jouée ici, il y a 70 ans, à travers le Débarquement de Provence qui avait mobilisé des soldats américains, canadiens, britanniques, polonais, français mais également et surtout africains."* Livrant ses impressions au terme de la cérémonie, le Président Alassane Ouattara s'était réjoui d'avoir représenté son pays à cette commémoration au cours de laquelle le Président de la République française avait eu un devoir de gratitude envers l'Afrique et les Africains qui ont fortement contribué à la libération de la France sous occupation nazie.

ETIENNE ABOUA

Droits de l'homme

Le gouvernement apporte sa compassion aux détenus de Gagnoa



Zebeyoux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice et des Droits de l'homme, chargée des Droits de l'homme, était vendredi dans l'établissement pénitentier de la cité du Fromager. (PHOTOS:DR)

Les autorités ivoiriennes œuvrent à l'amélioration des conditions de vie des prisonniers. Cette réalité se traduit par la réhabilitation des prisons et la prise en charge des détenus dans le cadre du programme d'actions prioritaires du gouvernement. C'est dans le prolongement de ces actions qu'Aimée Zebeyoux, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice et des Droits de l'homme, a visité vendredi l'établissement pénitentier de Gagnoa. Elle a saisi ces moments d'immersion dans cet univers carcéral pour instruire les prisonniers sur les dis-

positions et actions mises en œuvre par les autorités pour rendre supportable leur temps de détention, dans le strict respect des droits de l'homme, avant de leur prodiguer des conseils. *"Le gouvernement ne vous a pas oubliés. Je suis présente en ce lieu pour vous rappeler tous les efforts consentis pour améliorer vos conditions de vie. Je vous demande de ne pas perdre espoir. Vous avez, certes, posé des actes infractionnels qui vous maintiennent en détention. Cependant, la détention vous donne l'opportunité de repartir sur des bases nouvelles"*, a-t-elle rassuré. Aimée Zebeyoux

a ensuite invité les détenus à penser à leur avenir après la prison, en se resocialisant à travers l'apprentissage de nouveaux métiers. Les pensionnaires de la prison de Gagnoa, heureux de la visite de la représentante du gouvernement, lui ont exprimé leur gratitude. *"Vous venez de nous guérir par votre présence et vos propos. Nous vous disons infiniment merci ainsi qu'au gouvernement car nous sommes bien traités"*, s'est exprimé, la voix teintée d'émotion, un des détenus presque en larmes. Visiblement touchée par ces mots, la magistrate hors-hiérarchie a plaidé auprès

des autorités compétentes pour une célérité dans le traitement des dossiers des prisonniers. Elle leur a également fait don de vivres et de non vivres. Le commandant de la compagnie, Tia Sylvain, pour sa part, a remercié l'Etat de Côte d'Ivoire qui, à travers ce geste, démontre son engagement à soutenir les personnes vulnérables. Après Gagnoa, la secrétaire d'Etat chargée des Droits de l'homme, s'était rendue dans les maisons d'arrêt et de correction de Sinfra, Daloa, Bouafilé, Man, Odienné, Adzopé, Bondoukou et Oumé.

KANATE MAMADOU

Bonne gouvernance

La Côte d'Ivoire s'illustre au Maroc

Coordonnateur Rhdp à Kani, Koné Aboubacar Sidick fait la promotion des institutions de la Côte d'Ivoire au Maroc. Il a récemment profité de la rencontre annuelle de la jeunesse du parti Justice et Développement du royaume chérifien organisée par le Premier ministre marocain, Saad-Eddine El Othmani, pour mettre en exergue les grandes actions mises en œuvre par les autorités ivoiriennes afin de dynamiser leurs institutions et créer les conditions d'un Etat économique fort et stable, soucieux de la démocratie et du respect des droits de l'homme. En effet, lors d'une rencontre avec, Habib El Malki, président du Parlement et Mustapha El Khalif, ministre chargé des Relations avec les institutions du Maroc, Koné Aboubacar Sidick a soutenu que l'Etat ivoirien fait de la bonne gouvernance son credo. En sa qualité de président de la commission extérieure et de règlement des conflits au Parlement, il a rappelé que depuis son accession à la magistrature suprême, le Président Ouattara n'a lésiné sur aucun moyen pour améliorer les conditions de vie des Ivoiriens. *"Nous avons défendu les positions des institutions et du peuple de Côte d'Ivoire. Ce*

n'est pas vrai de dire qu'il n'y a pas de liberté d'expression en Côte d'Ivoire. La question de la liberté d'expression ne concerne pas la Côte d'Ivoire. Le bilan du Président Ouattara est satisfaisant. Le pays avance et le Président est au travail, après 10 ans de guerre. Il a mis en place une politique de développement. Il a aussi sécurisé l'Etat. Il a commencé les investissements avec beaucoup de pays partenaires. Aujourd'hui, le Maroc investit beaucoup en Côte d'Ivoire. C'est la preuve que le pays est au travail. En 2020, la Côte d'Ivoire va aller aux élections dans la paix, sous la conduite du Chef de l'Etat", a-t-il dit aux deux personnalités marocaines pendant leur entrevue. Le vice-président du conseil régional du Worodougou, pendant son séjour, a aussi animé un panel sur l'immigration irrégulière avec la ministre marocaine de l'Environnement, Nezha El Ouafi. En marge de cette rencontre, il a participé au conseil municipal de la ville de Rabat en compagnie du maire Mohamed Sadiki. A chaque fois, il est revenu sur le bilan positif que reluisant du gouvernement et sur le fait que le pays peut s'enorgueillir d'avoir des institutions fortes.

K. MAMADOU

Journée internationale de la jeunesse

Touré Mamadou: " L'éducation inclusive et de qualité est une réalité en Côte d'Ivoire "

Au nom du gouvernement, le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes a lancé un appel fort aux jeunes.

Transformer l'éducation ». C'est le thème retenu cette année pour la célébration, le lundi 12 août, de l'édition 2019 de la Journée Internationale de la Jeunesse. En Côte d'Ivoire, le ministre de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, également porte-parole adjoint du Gouvernement, Mamadou Touré, a réaffirmé, dans un communiqué, « que l'éducation inclusive et de qualité est une réalité en Côte d'Ivoire. Nous devons œuvrer à la consolider et à la rendre encore plus performante ». Selon le ministre, le thème de l'édition 2019 « Transformer l'éducation » offre, encore une fois, l'opportunité au Gouvernement ivoirien d'informer et de sensibiliser l'opinion aux programmes et efforts consentis pour rendre notre système éducatif plus inclusif, plus équitable et mieux adapté à leurs contingences. C'est pourquoi Mamadou Touré a relevé que le Gouvernement ivoirien a inscrit dans sa loi fondamentale la nécessité d'une éducation et d'une formation professionnelle performantes, modernes et modernes au service de la nation. Car, dira-t-il, « l'éducation se présente comme la clé de



Le ministre Mamadou Touré a révélé que le pays sera doté d'un système éducatif performant.

voûte de la réalisation des autres, du développement durable ». Surtout qu'elle permet de sortir de la pauvreté, de réduire les inégalités et d'instaurer un climat de paix et de tolérance dans chaque société.

Depuis 2011, le pays a entamé « une transformation profonde de son système éducatif ». Ce qui se traduit, selon le ministre, « par un ensemble de politiques et de programmes aptes à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et à promouvoir les possibilités d'apprentissage

tout au long de la vie ». A ce propos, il a estimé que « Le Président de la République, Alassane Ouattara, fait des questions liées à l'éducation des jeunes une priorité nationale. En effet, pour lui, elle est non seulement la meilleure boussole pour la vie de nos enfants, mais aussi le socle du développement de notre pays ».

Mamadou Touré a révélé « qu'un plan de réhabilitation et de construction d'institutions socio-éducatives pour les jeunes a été adopté. Par

leur caractère et leur transversalité, ces cadres aménagés et polyvalents assurent l'éducation des jeunes en matière de santé, d'instruction, d'insertion socio-économique, d'art, de culture, de sports, etc. »

La célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse, le 12 août de chaque année, marque la volonté de la Communauté internationale d'attirer l'attention des Gouvernements sur la place et le rôle des jeunes dans leurs pays respectifs.

ISABELLE SOMIAN

Promotion de l'emploi des jeunes Yopougon a son guichet



Le maire de la commune coupant le ruban.

Le premier magistrat de la commune de Yopougon, Gilbert Kafana Koné, ministre auprès du Président de la République chargé des Institutions de la République, a procédé, le 2 août, à l'ouverture officielle du guichet de sa commune. Ce guichet est logé à la Plateforme des Services à Yopougon Banco 2. En présence de nombreux jeunes visiblement heureux de la nouvelle, des autorités coutumières et religieuses, etc. Gilbert Kafana a rappelé, sur l'esplanade de la mairie qui abritait la cérémonie, que cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Social du Gouvernement (PsGouv 2019-2020).

Selon le maire, les Guichets emplois répondent au souci de rapprocher les offres de service de l'Etat et les services des administrations communales des jeunes demandeurs d'emplois qui, bien souvent ne sont ni informés, ni outillés. C'est pourquoi, la problématique de l'offre de l'emploi étant, précise-t-il, le véritable problème en Côte d'Ivoire, il est nécessaire de mettre en lumière les disponibilités du gouvernement en faveur des jeunes. D'où la mise en place de ces structures dont le lancement par le Chef du gou-

vernement a connu une mobilisation exceptionnelle des jeunes, à Bingerville. Gilbert Koné Kafana a ajouté que les guichets emploi jeunes offriront aux demandeurs d'emplois, les opportunités d'insertion socio-économique. Ils constituent donc des points de relais qui travailleront en parfaite synergie avec les mairies. Il invite donc les jeunes de Yopougon à s'approprier le guichet de la commune afin d'y déclarer leur statut.

Pour le représentant du ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Hermann Nikoué, ces guichets répondent aux préoccupations des jeunes demandeurs d'emploi pour mieux les accompagner dans leurs démarches respectives. Il s'agit de rendre plus efficace la demande de prise en charge générale des jeunes dans le respect de l'accès aux services pour tous et de la gratuité. Il a demandé à la jeunesse de la commune de multiplier les visites dans cette « maison » qui est la leur et de renouveler, à chaque passage, leur statut afin de rendre plus efficaces les services du Guichet.

Il est prévu l'ouverture de 121 autres guichets sur toute l'étendue du territoire.

HERVÉ ADOU

Epidémie de fièvre jaune

Aucun nouveau cas détecté depuis trois semaines selon l'Inhp

Après des investigations menées conjointement par l'Institut national d'hygiène publique, l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, la Direction de Coordination du Programme Elargi de vaccination et l'Organisation Mondiale de la Santé, aucun nouveau cas de fièvre jaune n'a été détecté depuis environ trois semaines. Ces propos du Pr Joseph Béné Bi Vroh, directeur de l'Institut national d'hygiène publique (Inhp), avaient pour but de ramener la sérénité au sein de la population, prise de panique après le décès d'un patient atteint de la fièvre jaune. C'était lors d'un point de presse, le 13 août, à Treichville.

En effet, lors de prélèvements dans le cadre de la lutte contre la Dengue, l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire (Ipci) avait confirmé, au dire du conférencier, des cas de fièvre jaune à partir d'échantillons de sang de certains patients. Ils étaient 89 personnes parmi lesquelles



Le Pr Béné Bi Vroh, directeur de l'Inhp, assure que l'épidémie a été maîtrisée.

un cas de décès a été déploré. En dehors de ce cas, aucune autre perte en vie humaine, du fait de cette épidémie, n'a encore été enregistrée depuis trois semaines. Mieux, l'étude menée conjointement par les structures spécialisées en charge de la lutte épidémiologique

« a montré que tous les malades ont été déclarés guéris ».

Selon le Pr Béné Bi Vroh, cette épidémie circonscrite essentiellement aux districts sanitaires de Cocody-Bingerville et Abobo-Est est sous contrôle grâce aux moyens dégagés

par l'Etat pour que les populations aient une bonne immunité de groupe. Cela a été rendu possible après les campagnes de vaccination précédentes, combinées avec la lutte antivectorielle intensive menée dans le cadre de la lutte contre la Dengue.

Aussi, rappelle-t-il les mesures prises dans le cadre de la sensibilisation et la surveillance épidémiologique. Notamment l'élimination des gîtes larvaires par la pulvérisation intra et extra domiciliaire, la sensibilisation à l'assainissement et à l'hygiène. Le directeur de l'Inhp a saisi l'opportunité pour informer les populations que face au risque de la fièvre jaune, son ministère recommande le respect de toutes les mesures prises. Par ailleurs, il a déconseillé l'automédication, en invitant, devant tout cas de fièvre associée ou non à d'autres symptômes, à se rendre immédiatement dans le centre de santé le plus proche.

H. ADOU

Religion

Des chrétiens honorent Dieu à Koumassi

Le ministère spirituel des soldats de Dieu de Côte d'Ivoire a organisé samedi dernier à son temple de Koumassi une fête dite de louange suprême à Dieu. Ce moment de réjouissance annuel qui tire sa source du psaume 150 est une occasion pour louer l'Éternel. C'est pourquoi pasteurs-révérands, pasteurs, chorales d'Abidjan et de l'intérieur du pays ont, à travers des cantiques, gratifié l'auditoire. Ces derniers ont dansé à la gloire du Seigneur. Le pasteur-révérant Legré Paulin, parrain de la cérémo-

nie, a fait une exhortation à l'obéissance à Dieu et prié pour que sa grâce surabonde dans la vie des chrétiens. Quant au pasteur-révérant Mambo Luc, il dira que c'est un rassemblement d'édification des enfants de Dieu. Pour soulager ceux qui ont le cœur brisé.

C'est pourquoi, il a salué la mobilisation des fidèles « Dieu siège dans la louange de son peuple. Nous avons traduit notre reconnaissance au Seigneur en le louant et en faisant des dons. Ce moment traduit aussi le vivre-ensemble ».

C. DALLET

Fabrication de l'attieké à Akouédo

Des dangers planent sur la production

Des mesures doivent être prises pour l'amélioration des conditions de production de ce produit de grande consommation, qui fait partie de l'identité ivoirienne.

Des états de productrices tout au long d'une rue boueuse et dégradée. À Akouédo, l'une des grandes « usines » de production de l'attieké (semoule de manioc) est située dans un endroit peu ordinaire... Dans le périmètre de l'ex-décharge, notamment au pied du mur de ce site qui a servi pendant plus de cinquante ans à recevoir tous les débris de la ville d'Abidjan et alentours. La rue, qui grouille de monde, commence par une gare de woro-woro (taxis communaux) interne reliant Akouédo à une école française. Après, viennent les premières vendeuses. L'odeur fétide, véritable mélange de boue et d'eaux usées ne gêne personne. D'ailleurs bien avant la fermeture de cette décharge, les femmes avaient déjà pris leurs quartiers.

Devant chacune, sa bassine contenant des boules d'attieké soigneusement moulées dans des sachets plastiques. Des boules de 500 FCfa ou de 1000 FCfa, selon la taille. La soigneusement moulées dans des sachets plastiques. Des boules de 500 FCfa ou de 1000 FCfa, selon la taille. La



Ne disposant pas d'espace, les femmes se disent obligées d'exercer sur la voie boueuse. (PHOTOS : VÉRONIQUE DADIE)

pluies où il y a effectivement de la boue sur la voie ». Grande consommatrice d'attieké, Véronique Kouakou, ha-

bitante du village, n'a cure de l'environnement, de même qu'une cliente dans une grosse cylindrée, à qui la vendeuse remet son paquet. Ainsi va la vie dans ce mélémélo où se fait en réalité tout le

processus de fabrication de l'attieké, à savoir le broyage des tubercules, le pressage et la cuisson. Au niveau du pressage, surtout ne pas promener le regard au risque d'être repoussé par les eaux usées qui stagnent dans des peaux de manioc. Des sacs de manioc broyé sont entreposés sur la machine afin d'y extraire l'eau. Femmes et enfants gravitent autour. Pour ces derniers, plus qu'une corvée le convoyage des récipients pour aller chercher de l'eau est plutôt une joie. Et c'est sans rechigner qu'ils le font, dans des allées et venues joyeuses, au son des klaxons de véhicules qui circulent sur la voie.

Assise devant ses vans, Suzanne Koutouan productrice

d'attieké, dédramatise la situation. Elle affirme qu'une organisation est mise en place pour l'entretien du site. « Chaque samedi, des jeunes gens nettoient le site, mais une fois qu'il pleut, le problème revient », dit-elle. Elle profite de l'occasion pour rappeler le temps passé. En effet, à une certaine époque, poursuit-elle, le village d'Akouédo avait un hangar où se réunissaient les productrices. Car, la production d'attieké les aide à scolariser leurs enfants. Mais en ces temps de carême, les ventes ont beaucoup baissé.

La chefferie appelle à l'aide
La situation des productrices d'attieké constitue visiblement

La chefferie appelle à l'aide
La situation des productrices d'attieké constitue visiblement un casse-tête. Au nom de la chefferie, Aguedé Blaise a exprimé le désarroi de ce village qui ne dispose pas d'un espace libre où pourraient être affectées ces femmes. « Nous avons obtenu du District d'Abidjan, la construction d'une usine de production d'attieké à l'image de celle de Songon, en 2014. Ne disposant pas véritablement d'espace dans le village, nous avons choisi un site. Malheureusement, il n'a pas été validé par le District qui l'a jugé trop accidenté ».

En conséquence, les femmes se débrouillent avec des broyeuses mobiles offertes par

En conséquence, les femmes se débrouillent avec des broyeuses mobiles offertes par la ministre de l'Assainissement et de Salubrité, Anne Ouloto.

Mairie de Cocody

La mairie de la commune de Cocody cherche des solutions. En pleine organisation de ses services, elle réfléchit à l'amélioration de l'hygiène dans la commune de Cocody et de façon spécifique les productrices d'attieké. C'est ce qu'a affirmé le secrétaire général adjoint Boka Sylvain, qui s'est dit préoccupé par la situation. ■

MARCELLINE GNEPROUST

L'odeur fétide, véritable mélange de boue et d'eaux usées, ne gêne personne. D'ailleurs, bien avant la fermeture de cette décharge, les femmes avaient déjà pris leurs quartiers.

vendeuse nous hèle : « Tanté, il y a du bon ici. Viens goûter ! ». Le produit se présente bien effectivement. Depuis les sachets, on peut percevoir la forme des grains et surtout la teinte qui peut présager de la qualité. En réalité, nous sommes tentées de consommer la poignée que la vendeuse nous présente pour nous appâter, mais, très vite, nous nous ressaisissons.

Site peu ordinaire

Pourquoi avoir choisi un tel endroit pour commercialiser ce produit de consommation. La vendeuse, âgée d'une vingtaine d'années, se défend : « Mais il n'y a aucun problème. Ce n'est pas ici qu'on fabrique l'attieké. C'est dans une cour plus loin. Nous ne faisons que le vendre. D'ailleurs, depuis que la décharge a été délocalisée, nous travaillons mieux, en dehors des saisons de



Des boules d'attieké qui donnent envie, mais... difficile de s'engager.

Hygiène et pauvreté

Etre de condition très modeste justifie-t-il que l'on s'accommode à l'insalubrité ? Dans notre pays, « on est sale parce qu'on est pauvre ou parce que l'État n'a pas mis en place les conditions d'hygiène. Ou même encore, parce qu'on ne sait pas quoi faire ». La saleté devient alors une fatalité, et pourquoi pas un ferment. « Ce qui ne tue pas l'Africain l'engraisse », entend-on souvent. Il n'y a qu'à voir les conditions dans lesquelles se fabriquent ou se commercialisent certains mets

pour comprendre l'état d'esprit de nos concitoyens. Qui n'ont aucun souci à déglutir leurs plats de « placali », de viande boucanée, de « foutou » ou de « sauce graine » dans des endroits immondes où volent mouches et autres insectes. C'est pourquoi les conditions dans lesquelles se fabrique l'attieké, ici à Akouédo, n'émeuvent personne. Les clients traversent allègrement la voie boueuse et respirent les odeurs pestilentielles pour se procurer quelques boules. En clair, ce produit de consommation par

excellence des populations ivoiriennes et de l'identité ivoirienne peut être malmené, sans qu'on lève le petit doigt, pour aider à assainir le site.

Une autre trouvaille des populations demeure le commerce sur la route. Chacun grignote une partie pour y installer sa table ou son garage, restreignant ainsi le passage des automobilistes. Inutile de leur demander de reculer au risque d'apparaître comme un extra-terrestre. ■

M. GNEPROUST

Adéquation démographie et développement

Des experts sous-régionaux mènent la réflexion

À l'initiative de la Konrad Adenauer-Stiftung, les rapports entre le développement et la démographie pour une Afrique prospère ont fait l'objet d'un atelier à Grand-Bassam.

Il nous faut léguer la planète à nos descendants telle qu'elle nous a été laissée ». C'est la recommandation faite par Gustave Bambara, directeur des études et de la Planification au ministère de l'Économie du Burkina Faso. C'est dans cette logique que la Konrad Adenauer-Stiftung (Kas) - la fondation politique allemande - a réuni sur deux jours, à Grand-Bassam, du 8 au 9 août, plusieurs experts de la sous-région et même de l'Allemagne pour débattre de la problématique « *Démographie et développement économique en Afrique de l'Ouest* ».

Pour l'expert burkinabè qui intervenait sur le thème : « *Démographie et développement durable* », l'alliage des deux phénomènes est important parce que la reproduction a souvent des répercussions néfastes



Les experts sont venus de huit pays d'Afrique et d'Europe. (PHOTOS : DR)

sur l'environnement. Ceci étant, chaque pays doit, soit revoir son mode de consommation et de production, soit chercher à maîtriser sa croissance démographique proprement dit. Car, prévient-il, autant nous avons des personnes à nourrir, autant nous agissons sur notre environnement. Surtout que « *l'Afrique ne dispose pas encore d'une*

bonne technologie pour améliorer sa production et son rendement ». Il faut, pour ce faire, conseiller-il, ponctionner le capital productif africain en réduisant la démographie qui est à un taux d'environ 2,7%.

Selon Gustave Bambara, nous devons, comme le préconise le développement durable, satisfaire nos besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures. C'est pour cette raison qu'il souhaite que les pays africains repensent leurs productions urbaines.

Au nom de la ministre du Plan et du Développement, Dr Hinin Moustapha, directeur général de l'Office national de la population, a salué l'initiative parce que la majorité des pays africains, y compris la Côte d'Ivoire ont, depuis 2011, une démographie galopante. Concernant

le pays cité, les indicateurs de croissance ont doublé mais la richesse par habitant, bien qu'ayant évoluée, reste en deçà des attentes. C'est pourquoi il invite les experts venus du Burkina Faso, du Bénin, du Niger, de la Guinée, du Togo, du Mali, de l'Allemagne et de la Côte d'Ivoire, à bien mener les réflexions dans ce sens afin d'éviter aux pays africains des difficultés à long terme.

Tout comme lui, Florian Karner, représentant résident de la Kas, compte sur la réflexion commune de ces experts pour trouver la solution viable et pérenne face aux enjeux démographiques actuels. Cette réflexion permettra d'offrir une formule idoine aux dirigeants africains et aux populations pour une Afrique prospère et rayonnante.

HERVÉ ADOU

La Poste de Côte d'Ivoire L'équipe managériale reçoit des consignes claires

Le président du Conseil d'administration de La Poste de Côte d'Ivoire, Mathias N'Goan, a exhorté l'équipe managériale à travailler dans la solidarité, afin de se donner les moyens de relever les défis auxquels l'entreprise est confrontée. C'était le 6 août, à l'immeuble Postel 2000, au Plateau, au cours d'une réunion avec le comité de direction pour s'imprégner des réalités de l'entreprise. « *Si tout le monde se met au travail en regardant l'intérêt général, la mission ne sera pas impossible. Je vous exhorte donc à soutenir votre directeur général qui est un gros travailleur. Moi je suis là pour lui donner un coup de pouce et j'insiste sur la solidarité entre nous qui fera notre force* », a-t-il indiqué.

Auparavant, le directeur général (Dg), Isaac Gnamba Yao, a présenté la vision stratégique de l'entreprise d'Etat. Laquelle repose sur les trois piliers de la poste, à savoir, la poste physique, financière et numérique. Il a mentionné que cette structuration donne une dimension internationale à sa société et lui confère, en même temps,



Le Pca de la Poste, Mathias N'goan a eu des mots d'encouragement à l'endroit de ses collaborateurs.

le statut de « maison du citoyen et des entreprises, coursier de l'Etat ». Car, dira-t-il, désormais, la poste est le lieu où les citoyens et les entreprises peuvent dénouer toutes formes de transactions, qu'elles soient sociales, financières ou numériques.

Isaac Gnamba Yao a rappelé les enjeux du 27^e congrès de l'Union postale universelle (Upu) dont les

assises se tiendront en août 2020, à Abidjan. Il a fait remarquer que l'évènement est, avant tout, l'affaire de la communauté postale.

DAVID YA
(SOURCE : SERCOM LA POSTE)

Mise en œuvre de la Zlecaf La Côte d'Ivoire prépare les négociations sur le commerce des services

Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), la Commission de l'Union africaine a lancé dans ce mois d'août la deuxième phase des négociations sur le commerce des services, avant le début de la mise en œuvre technique de l'accord, prévue pour le 1^{er} juillet 2020.

Des négociations s'articulant autour de la politique de la concurrence, des droits de propriété intellectuelle, des investissements et du commerce des services. Et qui impliquent une étude avec pour objectif de faire une évaluation réglementaire selon le modèle "Indice de restriction au commerce des services (Stri)" de la Banque mondiale. Cette étude, au niveau national, a été lancée, le 9 août, au cabinet ministériel du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Pme, sis au Plateau. Ce fut une réunion de concertation entre les experts de l'Union africaine et les parties prenantes et les acteurs ivoiriens concernés, présidée par le ministre du Commerce, Souleymane Diarrassouba.

L'objectif de cette mission de l'Ua à Abidjan était d'identifier les obstacles réglementaires spécifiques entre les Etats

membres de l'Union africaine, afin d'informer les négociateurs sur les listes d'engagements spécifiques dans les secteurs des services prioritaires approuvés, à savoir les services commerciaux financiers, touristiques, de communication et de transport.

Faut-il le souligner, les secteurs des services contribuent à en moyenne à 50% du Pib des économies africaines. Ainsi, les négociations sur le commerce des services sont menées depuis près de deux ans. « *Dans le cadre de la Zlecaf, le protocole sur le commerce des services doit être complété par des listes d'engagements spécifiques lorsque les Etats membres indiqueront des secteurs libéralisés sur leur territoire et un cadre réglementaire pour les secteurs des services* », a précisé le ministre Souleymane Diarrassouba.

La Zlecaf est l'un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et devrait être le moteur de la transformation structurelle et de l'industrialisation de l'Afrique comme le prévoit l'agenda, qui est le cadre commun des 50 prochaines années pour une croissance inclusive et durable en Afrique.

FAUSTIN EHOUMAN

GOUVERNANCE EN CÔTE D'IVOIRE

Des vérités de Soro sur la gestion économique du régime Ouattara

Ce qu'il pense du débat sur le taux de croissance du Pib

Lors de sa tournée européenne, l'ex-président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, Guillaume Soro, a échangé avec ses sympathisants à Paris (France) le samedi 10 août 2019. Dans leurs échanges, l'ex-Premier ministre de Laurent Gbagbo, répondant à une question relative à la croissance économique en Côte d'Ivoire en lien avec le relèvement du niveau de vie des populations, a soutenu qu'un fort taux de croissance économique ne traduit pas forcément que le pays est riche ou que les populations de ce pays sont riches. Se laissant aller dans un commentaire de la gestion économique et financière de la gouvernance Ouattara, Soro Guillaume a expliqué que brandir le taux de croissance de 9 % réalisé en 2012, pour faire croire que le régime a enrichi les Ivoiriens n'est pas vrai. «*Quand on n'arrive pas à dire que le pays est riche. Ce n'est pas parce que la France par exemple, fait une croissance de 0,01% (1,5% en 2018, Ndrl) par an que la France est un pays pauvre. On nous embrouille avec ces chiffres. C'est de l'ostentation, c'est de la communication*», a-t-il dénoncé.

M. Soro qui semble irrité à l'idée de la forte communication sur les performances économiques du pays qu'arborent fièrement le pouvoir d'Abidjan à toutes les



Pour Soro Guillaume (premier plan), le pouvoir d'Abidjan en fait un peu trop "avec cette affaire de croissance à 9%" (1/4 III)

tribunes, a fait remarquer que la Côte d'Ivoire, c'est 9 % de plus que la même année, le Niger enregistrait un taux de croissance de 11,8% (taux de croissance à deux chiffres). «*Mais le Niger ne tape pas tam-tam tous les jours pour ça. À cause de 9 %, on ne peut plus respirer dans Abidjan ! Qu'on nous laisse tranquille ! On parle comme si aucun pays en Afrique n'a pu faire un taux de croissance supérieur au nôtre. Tout le bavardage sur la croissance, c'est du fluffa*», a tranché l'ex-bras droit de Ouattara. Qui trouve par ailleurs inadmissible qu'on veuille

«*faire croire que les questions d'économie ou de finance sont commun des mortels ne peut comprendre*». «*Ce n'est pas vrai*», a-t-il coupé court.

Autre élément de taille que Soro a relevé porte sur les ressources financières dont dispose le régime Ouattara et qui lui donnent cette «*aisance budgétaire*», toute chose qui permet au gouvernement dirigé par Amadou Gon Coulibaly de se satisfaire des embellies macroéconomiques. Dans ses explications, il a fait un rappel historique de l'initiative Pays pauvre très endetté (Ppte) pour

laquelle il a aussi bataillé (en tant que Premier ministre en 2012, décroche son éligibilité. En tant que Premier ministre, il était assujéti, avec son ministre de l'Économie et des Finances, à des communications périodiques régulières (tous les trois mois) en conseil des ministres pour rendre compte de l'état d'exécution du budget de l'État. «*À l'époque, dira-t-il, nous étions obligés de payer 500 milliards de fca par an pour le remboursement de la dette*». Autrement dit, en ce temps-là, l'équipe gouvernementale n'avait pas de marge de

manœuvre, puisqu'il fallait obligatoirement réserver 500 milliards de fca par an pour le remboursement de la dette extérieure. «*C'est de cela que nous avons souffert jusqu'à ce qu'en 2012, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (Fmi) acceptent d'annuler la dette de l'État de Côte d'Ivoire. Ce qui veut dire, en d'autres termes, que les 500 milliards de fca qui servaient chaque année au remboursement de la dette, pouvaient servir à autre chose désormais dans le pays*», a-t-il détaillé.

Une fois de plus, Guillaume Soro a souligné que c'est de là que vient l'aisance budgétaire et puisque la Côte d'Ivoire avait renoué entre-temps avec la paix, et aussi, étant donné qu'elle regorge de potentiels d'investissements énormes, les investisseurs n'ont pas eu d'autres choix que de venir y faire des affaires. Poursuivant, il a affirmé que ce sont également ces fonds qui n'iront plus au remboursement de la dette qui ont permis au régime en place de doubler le budget d'investissement. Ce qui lui vaut «*ce bond du taux de croissance. Cela ne veut pas dire que chaque Ivoirien est riche*», a insisté Guil-Si l'ex-président du Parlement ivoirien a fait un clin d'œil à son prédécesseur à la primature, Charles Konan Banny, qui selon lui, a joué un rôle important dans le processus qui a abouti à la remise de la dette ivoirienne, il n'a pas manqué de saluer particulièrement l'ex-ministre de l'Économie et des Finances, Charles Koffi Diby «*parce que c'est lui qui a travaillé à l'éligibilité (la Côte d'Ivoire, Ndrl) au programme Ppte*», s'est-il souvenu.

Elysée LATH

FILIÈRE HÉVÉA / ACHAT DU CAOUTCHOUC NATUREL

La crise a repris de plus belle à Grand-Béréby

La Sogb prend de nouvelles mesures

Depuis quelques jours, plusieurs camions chargés de caoutchoucs naturels ont dressé une importante file d'attente à l'entrée de l'usine de la Société de plantation de caoutchouc et de palmier à huile de Grand-Béréby (Sogb). Le samedi 10 août 2019, notre équipe de reportage s'est rendue sur les lieux pour comprendre la raison de ce blocage, qui oblige les camionneurs à stationner des jours durant sans pouvoir décharger leur contenu. «*Ça*

fait longtemps que je suis là. Quand on arrive le matin, les gens font décharger quelques camions et referment l'usine. Ils nous demandent de revenir le lendemain. Et Quand on revient, c'est le même scénario. On est fatigué», se sont indignés des chauffeurs sur place, ne sachant que faire. Approché pour en savoir plus sur cette situation, Simon Konin, directeur des ressources humaines de la Sogb, a expliqué que la fermeture de certaines sociétés, telles que la Société africaine

de plantation d'hévéa (Saph) pour raison d'entretien, ou encore l'usine d'Abengourou partie en fumée, est l'une des raisons qui pourraient justifier que tous les producteurs de la région se ruent sur la Sogb. «*Il y a une usine à Abengourou qui a brûlé et la Saph est en entretien annuel de son usine depuis le mois dernier, donc n'achète pas de production. Nous sommes donc les seuls dans la zone à pouvoir acheter*», a fait savoir Simon Konin. Il a souligné que ce sont 5000 tonnes, soit 80 à 100

camions avec des chargements de 2 à 3 tonnes qui arrivent chaque jour à l'usine de la Sogb. Aussi, M. Konin a noté qu'une autre raison qui fait courir les planteurs d'hévéa à la Sogb, est le délai relativement court qu'elle met pour payer ses clients. «*Chez-nous à la Sogb, nous mettons entre 10 et 15 jours pour payer nos fournisseurs contrairement aux autres où les gens mettent 30 à 45 jours*», a mentionné notre interlocuteur. Le directeur des ressources humaines a confié que des dis-

positions vont être prises par sa société si les véhicules continuent d'affluer sur le site. A l'en croire, ces nouvelles mesures vont consister à privilégier le caoutchouc qui provient de la zone de Grand-Béréby. «*D'ici au 15 août, si l'affluence ne diminue pas, nous prendrons d'autres mesures. Le caoutchouc qui ne viendra pas de notre zone ne sera pas une priorité pour nous*», a prévenu Simon Konin.

Alan OUREGA,
San Pedro

L'INTER N°6338 DU MERCREDI 14 AU JEUDI 15 AOÛT 2019

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Des experts veulent en apprécier l'impact sur la population

Un atelier sur «*Démographie et développement économique en Afrique de l'Ouest*» s'est ouvert le jeudi 8 août 2019, à l'hôtel Assoum Beach à Grand Bassam. À l'initiative de la fondation allemande, Konrad Adenauer, des experts venus des pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Europe ont décidé d'échanger, réfléchir puis élaborer des recommandations pouvant inspirer les gouvernants des États africains dans leur quête d'offrir un mieux être à leurs concitoyens.

Déjà à l'ouverture des travaux, Florian Karner, représentant - président de la fondation Konrad Adenauer a indiqué que l'objectif de ces assises vise à stimuler des échanges régionaux, mais aussi à comparer, apprendre et accepter les perspectives européennes et africaines.

M. Karner a dit éprouver une satisfaction supplémentaire, de réunir des hommes et femmes de qualité autour de la démographie et du développement économique. «*Vos intelligences réunies sont le gage d'une recherche de*



Des experts issus de différents pays africains et d'Europe ont planché sur l'effet de la croissance économique sur les populations. (PH. DCF)

solutions viables, pérennes, face aux enjeux de notre temps, pour la maîtrise des facteurs combinés de population et de croissance économique afin de trouver la formule idoine proposant aux dirigeants et aux populations, une Afrique bien pensée et rayonnante» a-t-il indiqué.

Plusieurs communications dont «*Démographie et développement durable en Afrique de l'Ouest*», ont été développées par Gustave Bambara, directeur des études et

de la planification au ministère de l'Économie du Burkina Faso. Selon lui, il est établi un lien entre la croissance démographique et son influence sur le développement particulièrement sur l'environnement. Ce qui l'a amené à reconnaître que les modes de production et de consommation des populations ont des répercussions souvent néfastes sur le développement mais surtout sur la santé et le cadre de vie des individus. Comme c'est le cas généra-

lement en Afrique de l'Ouest. «*Avec le fort taux de croissance démographique, autour de 2,7 %, on sent un peu que ce fort taux de croissance a un impact sur le développement, la production urbaine. Nos villes s'étendent à l'infini alors que le développement durable suppose que nous pouvons satisfaire nos besoins d'aujourd'hui sans compromettre les générations futures*» a-t-il dé-

lendu. Docteur Hinin Mustapha, directeur général de l'Office national de la population de la Côte d'Ivoire, a à partir du thème «*Démographie et développement économique en Afrique de l'Ouest*» souligné l'intérêt pour les différents experts d'engager la réflexion, d'identifier les problèmes et faire des recommandations.

Venance KOKORA

SOUBRÉ/ EXPLOITATION AGRICOLE DANS LES FORÊTS CLASSÉES

Alain Richard Donwahi:

«L'Europe va interdire l'importation des fèves de cacao»

«*T*rès bientôt, l'Europe va certainement interdire l'importation des fèves de cacao qui seront issues des forêts classées et des réserves», a indiqué le ministre des Eaux et Forêts, Alain Richard Donwahi. Il a tenu ces propos le samedi 10 août 2019 lors de la journée de

hectares de plus en 2030 et 2045. Soit un total de reboisement de 4 millions 600 hectares.

Le directeur régional du Centre international de recherche en agroforesterie (Icraf) Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr Kouamé Christophe, a précisé que cette journée de planting

d'arbres qui s'est déroulée au siège du conseil régional de la Nawa. Par ce message, le ministre des Eaux et Forêts entendait interpellé tous ceux qui occupent illégalement les forêts classées pour y pratiquer la culture du cacao. Il a par ailleurs interdit aux clans, destins, l'exploitation de ces forêts.

De plus, Alain Richard Donwahi a expliqué que pour lutter contre la déforestation, 20 % du couvert forestier seront recouverts et un reboisement de 500 hectares par région chaque année. À l'en croire, 3 millions de forêts seront reboisés d'ici à 2030 et environ 1 million 700

citoyenne qui permet l'intégration des arbres utiles dans le paysage de la ville, amorçant ainsi un processus d'amélioration durable du cadre de vie et une transition écologique pour la création de villes vertes, et vivantes. Aussi, il a encouragé les collectivités locales, les partenaires privés et publics ainsi que les populations à rendre leur environnement plus vert et plus sain pour un développement durable. Notons que cette cérémonie a pris fin par une opération de planting d'arbres dans une rue de la ville de Soubé.

RS SEGONGO, région de la Nawa



Le ministre Alain Richard Donwahi, le maire Traoré Lassana, le préfet et le colonel Kotchi lors du planting d'arbres. (PH. DCF)

PRIX D'EXCELLENCE 2019

L'Inspection générale des finances, administration publique la plus moderne

L'Inspection générale des finances (Igf) a été désignée administration publique la plus moderne en 2019. Le prix d'excellence a été décerné le mardi 6 août 2019 au palais présidentiel, à Abidjan-Plateau. Plusieurs éléments ont milité en faveur du choix de cette administration comme lauréate de ce prix. L'Igf est une structure de gouvernance de proximité dont la mission principale est de contribuer au sein du dispositif national de gouvernance, à la saine gestion des finances publiques.

Afin de relever efficacement les défis majeurs liés à la promotion de la gouvernance économique et financière, Lassana Sylla, directeur général de l'Igf a engagé ladite structure, depuis 2012, dans un processus d'amélioration continue de ses performances. Toute chose qui se caractérise par un cadre de travail amélioré avec la réhabilitation des anciens locaux de l'Igf et l'achat du siège de la Brigade de lutte contre la corruption ; la mise en place de ressources humaines diversifiées avec un fort accent sur la formation continue qui a abouti à la certification de cinq agents en audit interne,



Rattachée au cabinet du Premier ministre depuis décembre 2014, l'Igf dirigée par Lassana Sylla fait partie du dispositif national de promotion de la bonne gouvernance. (PH. DCF)

ainsi que la promotion du genre avec plus de 30% de femmes dans l'effectif de l'Igf. Lassana Sylla n'a pas lésiné sur les moyens pour la mise en œuvre de la démarche qualité avec le maintien en 2019 de la certification à l'iso 9001 version 2015

obtenue en 2018 ; de même que la digitalisation du service avec la mise en place d'un réseau intranet, la gestion électronique des documents et courriers et la mise en place d'un site internet. Le Dg de l'Igf a également mis l'accent sur la redevabilité avec la production régulière des rapports de missions et leur diffusion aux mandants, ainsi que la diffusion des rapports d'activités sur le site internet de ladite structure.

Outre la mise en œuvre de ces actions qui ont valu à l'Igf d'être primée, Lassana Sylla nourrit de nouvelles ambitions pour sa structure. Il s'agit notamment de l'appui à l'implémentation du contrôle interne, la mise en œuvre de l'audit interne dans l'administration économique et financière, et l'exercice de l'audit interne dans les projets et programmes financés ou cofinancés par les partenaires techniques financiers. Le Dg de l'Igf vise également le traitement de certains dossiers tels que les passifs et les arriérés de l'État, le remboursement des crédits de l'État (l'axe sur la valeur ajoutée), qui constituent de véritables boulets pour l'État.

I.B.

EPIDÉMIE DE FIÈVRE JAUNE EN CÔTE D'IVOIRE

Pr Joseph Béné Bi Vroh, Dg de l'Inhp :

«...Tous les malades ont été déclarés guéris»

Le professeur Joseph Béné Bi Vroh, directeur général de l'Institut national d'hygiène publique (Inhp) a animé hier mardi 13 août 2019, à ses bureaux à Abidjan-Treichville, une conférence de presse au cours de laquelle il a fait le point de l'épidémie de fièvre jaune qui a fait à ce jour, 89 cas dont 1 décès. « L'investigation de ces cas menée conjointement par l'Inhp, l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, la Direction de coordination du programme élargi de vaccination (Dc-Pev) et l'Ons a montré que tous les malades ont été déclarés guéris. Par ailleurs, depuis environ 3 semaines, aucun nouveau cas n'a été détecté », s'est réjoui le professeur Joseph Béné Bi Vroh. Il a ajouté que cette épidémie circonscrite essentiellement aux



Le professeur Béné Bi Vroh a rassuré que l'épidémie est désormais sous contrôle (Photo : Df) |

districts sanitaires de Cocody Bingerville et d'Abobo-Est est sous contrôle. Le conférencier a rappelé que la Côte d'Ivoire a déjà été confrontée à des épidémies de fièvre jaune, notam-

ment à Abidjan en 2001 et en 2008. Pour faire face à ces épidémies, des campagnes de vaccination ont été organisées et ont permis de vacciner plus de 3 millions de personnes en 2001

et 2,2 millions de personnes en 2008. « Par ailleurs, en 2011 et 2012, soixante-six (66) districts sanitaires à haut risque de fièvre jaune ont bénéficié d'une campagne de vaccination préventive au cours de laquelle, plus de 14 millions de personnes ont été vaccinées. Ces différentes campagnes ont permis d'obtenir une bonne couverture vaccinale à Abidjan, comme à l'intérieur du pays, réduisant ainsi le risque de généralisation d'une éventuelle épidémie », a souligné le directeur général de l'Inhp. Sur la base de ces données, le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique a priorisé la lutte anti-

vectorielle, la sensibilisation, la surveillance épidémiologique et la vaccination pour une riposte efficace contre la présente épidémie de fièvre jaune. Ainsi, des mesures ont été mises en œuvre. Il s'agit de l'élimination des gîtes larvaires, le renforcement de la surveillance épidémiologique surtout aux postes frontaliers terrestres et aéroportuaires, la sensibilisation des populations sur les mesures d'hygiène et d'assainissement, la vaccination des personnes non encore vaccinées et celles vivant dans l'entourage immédiat des malades.

Franck SOUHONE

FRAUDE DÉCLARÉE AU BAC 2019

Élèves, parents d'élèves et syndicats veulent des explications

« Nous voulons des explications sur la mention fraude inscrite sur la collante de nos enfants alors qu'ils n'ont pas été pris en flagrant délit de tricherie. Que l'on nous explique ce qui se passe. Dans certains cas, l'élève est déclaré admis avec les félicitations du jury mais avec l'inscription fraude sur la collante [...] Pour d'autres, l'on a donné zéro dans toutes les disciplines avec également la mention fraude marquée. En dehors de cela, il y a des fautes sur des noms ou lieux de naissance et l'on demande aux élèves d'établir des actes d'individualité dont le montant s'élève à environ 30 000 F Cfa. Nous ne pouvons pas accepter que l'on sacrifie l'avenir de nos enfants », a martelé Mme Dossou Coulibaly, une parente d'élèves. C'était à l'occasion d'une conférence de presse qu'elle a co-animée avec Allah Saint-Clair dit "Général Makedélé" Secrétaire général de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), le vendredi 9 août 2019 à Abidjan-Cocody. « L'année dernière, il y a eu près de 1000 élèves dont les copies ont été déclarées frauduleuses. A la rentrée quand ils sont allés tirer leurs convocations, l'on nous dit qu'ils sont interdits d'examen pendant 5 ans », a ajouté Mme Dossou. Elle a demandé que des explications soient données sur de tels agissements. « Nous nous sommes rendus le



Les parents d'élèves et certains élèves (à g.) ont invité le Doco à revoir ses décisions (Ph. Df) |

lundi 5 août 2019 à la Direction des examens et concours (Deco) pour en savoir plus sur la mention fraude inscrite sur nos collantes, personne n'a voulu nous recevoir. L'on nous a plutôt envoyé des lettres de l'ordre nous gazier », a pour sa part expliqué, un élève se trouvant dans ce cas et qui a souhaité garder l'anonymat. Pour le secrétaire général de la Fesci, Allah Saint-Clair dit "Général Makedélé", la Fesci qui a pour mission de défendre les droits des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire n'acceptera pas que des élèves ou des parents d'élèves payent les erreurs d'un dysfonctionnement de la Direction des examens et concours (Deco). « Dans certains établissements, tous les élèves ont eu des mentions fraudes inscrites sur leurs collantes (Yopougan, Port-Bouët, Abobo).

L'on parle de 6 000 à 10 800 élèves », a-t-il révélé. C'est pourquoi la Fesci a décidé d'aider ces élèves à entrer dans leurs droits. Il a précisé, qu'il ne s'agit pas d'aider ceux qui ont été pris en flagrant délit de fraude, mais plutôt d'aider ceux dont la collante comporte la mention fraude à la proclamation des résultats. Aussi général Makedélé a proposé qu'une commission soit mise en place pour statuer sur ces cas litigieux. Pour le secrétaire général de la Fesci, c'est pour éviter de telles situations regrettables que, très tôt, la Fesci avait proposé que l'on ait deux ou trois correcteurs au lieu d'un seul qui peut se tromper. Mais elle n'a pas été suivie.

Landry BEUGRE (stg)

ZUENOULA

Les Sapeurs-pompiers sauvent un enfant monté à un pylône de téléphonie mobile

Un enfant de huit (8) ans environ a été aperçu samedi 10 août 2019, sur un pylône de téléphonie mobile installé au quartier Sokoura extension de Zuénoula, à proximité du terrain Mouramanie. Il y a été enlevé quelques instants plus tard par des sapeurs-pompiers en poste à Sucroivre, alertés par des personnes de bonne volonté. Ils étaient aidés par des agents de la Compagnie ivoirienne d'électricité (Cie).

Selon une source sur place, cet enfant dont l'identité n'a pas été révélée, aurait grimpé lui-même au pylône. Apparemment, l'enfant souffrirait de déficience mentale. Fort heureusement, il a été sorti de cette position, sain et sauf, à la grande satisfaction des autorités locales, de ses parents et de la population.

Guillaume KOUAME correspondant Régional

COOPÉRATION UNIVERSITAIRE NORD-SUD

Un professeur italien apporte son expertise à l'université de Daloa

L'Ufr des Sciences économiques et gestion, de l'Université Jean Lorougnon Guédé (Ujlog) de Daloa a organisé récemment une conférence publique sur le thème : « Développement de l'économie familiale et émergence des marchés : Défis pour les zones rurales et urbaines ». Elle a été animée par le professeur Salvatore Samaselli, de l'université de Palerme, en Italie. Cette activité s'inscrit dans le cadre de la coopération entre les deux universités, établie depuis 2016. A cette occasion, l'éminent professeur italien a partagé son expertise et son expérience sur le développement de l'agriculture

familiale, urbaine et périurbaine. Il a expliqué comment développer des start-ups fondées sur les spécificités des pays africains et les rendre plus pérennes. La conférence a été également l'occasion de discuter des questions liées à la problématique de l'accumulation des richesses, de la solidarité intergénérationnelle, par les dons et legs, de la dynamique des populations, de la transition démocratique et de l'évolution de la structure familiale, permettant de revisiter l'analyse économique, sous le prisme de la famille.

Marcel ZEPRE, correspondant

Vendredi 9 août 2019

Promotion des Tpe et Pme

Credit Access apporte son appui au gouvernement

Le secrétariat d'État chargé de la Promotion des Pme a conclu une convention, le 6 août, avec une institution de microfinance pour améliorer l'accès des entreprises au financement.



Félix Anoblé (à gauche) échangeant les parapheurs avec le directeur général de Credit Access, Ali Badini. (PHOTO : D.R.)

L'engagement des institutions bancaires et de microfinance auprès des Pme et des Tpe (Très petites entreprises) est primordial aux yeux du gouvernement. Qui affiche de plus en plus sa volonté de faciliter l'accès de ces entreprises au financement. C'est dans le cadre de la réalisation de cet objectif que le secrétariat d'État chargé de la Promotion des Pme a conclu le 6 août, au cabinet du secrétariat, à l'immeuble Postel 2001 au Plateau, une convention avec la microfinance Credit Access.

Cette « alliance stratégique », selon le secrétaire d'État, Félix Anoblé, permettra dans les prochains jours de satisfaire un grand nombre de Tpe et Pme qui ont juste besoin de montants correspondants à leurs besoins réels pour développer leurs activités. Aussi a-t-il précisé qu'elle s'adresse aux personnes ayant une entreprise ou qui souhaitent démarrer une activité économique sous certaines conditions de rentabilité et de solvabilité de leur entreprise en Côte d'Ivoire. « Il s'agit là d'une frange importante de notre économie. C'est pourquoi, je voudrais dire toute ma gratitude et la reconnaissance de l'État de Côte d'Ivoire à Credit Access qui a accepté de nous accom-

pagner dans la mise en œuvre du pilier 1 de la Stratégie Phoenix relatif à l'amélioration de l'accès aux financements et aux marchés », s'est-il félicité.

La Côte d'Ivoire, à en croire Félix Anoblé, envisage en effet de créer une masse critique de Pme compétitives, dynamiques et innovantes contribuant, de manière significative, à son développement socio-économique durable. « Pour y arriver, il convient de mettre à la disposition des petits commerçants, des artisans et des Pme, les outils qui puissent leur permettre de faire face à leurs difficultés en tant qu'entrepreneurs. Et la faible accès au financement demeure l'une des préoccupations majeures », a-t-il ajouté.

Le gouvernement a décidé de faire de la promotion et de l'appui au développement des Pme, un objectif central de l'agenda de reconstruction d'une Côte d'Ivoire émergente. À en croire son directeur général, Ali Badini, c'est un honneur pour Credit Access de contribuer auprès du gouvernement à réaliser cet objectif. « Nous espérons que la signature de cette convention apportera une impulsion nouvelle au dynamisme du tissu productif de notre pays », a déclaré pour sa part Ali Badini. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

À nos lecteurs

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite.

appelez les Faits divers de Fraternité-Matin au :
20 30 60 00 / 20 37 06 66 / 05 87 12 94 / 07 35 38 65
Email : marc.yevou@fratmat.info



AVIS DE RECRUTEMENT AMI N°004/2019/DCF

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT
DIRECTION DU CONTROLE FINANCIER (DCF)

recrute

Un (01) Cabinet de consultants en vue de l'opérationnalisation du contrôle exercé par le Contrôleur Financier au regard du nouveau dispositif de gestion budgétaire.

La Direction du Contrôle Financier invite les Cabinets de Consultants remplissant les conditions requises, à faire part de leur intérêt à offrir les services demandés. Les Cabinets de Consultants intéressés devront fournir dans leurs CV, des informations indiquant leurs qualifications à fournir les services ci-après.

(Description de missions similaires, preuves de leurs bonnes connaissances, expériences de travail dans des conditions identiques, preuves de bonne maîtrise du circuit des dépenses publiques dans le contexte actuel de la réforme des finances publiques).

Qualifications du Cabinet de Consultants

- Avoir au moins trois (03) experts titulaires de diplômes universitaires de niveau Master 2 (Bac + 5) en Economie, Finances publiques ou d'un domaine équivalent.
- Avoir un personnel d'appui pluridisciplinaire.

Expériences professionnelles du Cabinet

- Avoir une bonne maîtrise du circuit de la dépense publique ainsi que du circuit des dépenses des Bailleurs;
- Avoir déjà travaillé sur la réforme des finances publiques;
- Avoir des compétences en matière de contrôle interne, audit interne, contrôle de gestion et de production d'outil opérationnel en matière de comptabilité ainsi que la production d'indicateurs de gestion;
- Avoir une capacité à rédiger des cahiers de charges informatiques et à accompagner la production d'outils informatiques;
- Avoir une grande expérience en matière de mise en place de dispositif et de pratiques de suivi-évaluation;
- Avoir des notions en évaluation des résultats d'impacts des politiques publiques;
- Avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle avérée en Gestion Axée sur les Résultats (GAR);
- Avoir une expérience professionnelle avérée en audit ou pilotage de la performance sera également un atout;
- Avoir une grande capacité de rédaction et d'encadrement dans le domaine des finances publiques;

NB : Le Cabinet de consultants devra présenter un état des activités exercées au cours des (05) dernières années, assorti de justificatifs, de références, de rapports ainsi que d'attestations de services faits.

Objectifs du projet

Le projet vise l'opérationnalisation du contrôle exercé par le Contrôleur Financier auprès des institutions constitutionnelles, des services centraux et déconcentrés des ministères, des projets cofinancés, des représentations extérieures de l'Etat et des collectivités territoriales, au regard du nouveau dispositif de gestion budgétaire.

Durée de la prestation

La durée de la prestation s'étend sur Soixante (60) jours ouvrés.

Résultats attendus

Le Cabinet de consultants retenu aura la responsabilité de l'atteinte des résultats ci-après :

- le calendrier de mise en œuvre des activités du Contrôleur Financier du 1^{er} janvier au 31 Décembre est élaboré;
- des esquisses de documents produits par le Contrôleur financier dans le processus budgétaire sont proposées;
- des grilles d'analyse de tous les documents soumis au Contrôleur Financier dans le processus budgétaire sont proposées;
- l'impact des textes adoptés dans le cadre de la réforme budgétaire sur le canevas de rapport que doit produire périodiquement le Contrôleur Financier est analysé;
- un système d'information dématérialisé et automatisé des activités du Contrôle Financier;
- un manuel de procédure actualisé de contrôle de la dépense publique, à l'aune de la réforme budgétaire, est élaboré;
- les Contrôleurs Financiers et leurs collaborateurs sont formés sur toutes les innovations apportées par la réforme budgétaire et à l'utilisation des nouveaux outils y afférant, proposés par le Consultant.

Les candidats devront faire la demande des termes de références (TDRs) pour de plus amples informations à l'adresse électronique suivante : sddocinfo.dcf@gmail.com.

Rémunération

Préciser la prétention salariale dans le dossier de candidature soumis.

Dossiers de candidature

Les manifestations d'intérêt doivent être soumises en français et en 03 exemplaires dont 1 original au plus tard le 22 août 2019 à 16h30 (heure locale) sous format papier, dans une enveloppe scellée portant la mention « Opérationnalisation du Contrôle Financier dans le cadre de la Réforme Budgétaire » à la Direction du Contrôle Financier sis au Plateau, rue des banques, immeuble SMGL (en face de la BAD, 13^{ème} étage, au secrétariat de la Direction; Ou par courriel, portant en objet la mention « Opérationnalisation du Contrôle Financier dans le cadre de la Réforme Budgétaire » à l'adresse suivante : sddocinfo.dcf@gmail.com.

Mines et Géologie

Sept véhicules de type 4x4 remis aux directions régionales

Le renforcement des moyens de travail des agents s'inscrit dans le cadre du « Programme d'équipement d'urgence 2019-2020 » estimé à 1,5 milliard de FCfa.



AVIS DE RECRUTEMENT AMI N°003/2019/DCF

SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT
DIRECTION DU CONTROLE FINANCIER (DCF)
recrute

Un (01) cabinet d'études en vue de participer, en qualité d'expert, à l'évaluation ex ante de la qualité des projets de performance des Documents de Programmation Pluriannuel des Dépenses - Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) de la première tranche de 15 Ministères

La Direction du Contrôle Financier invite les cabinets d'études remplissant les conditions requises, à faire part de leur intérêt à offrir les services demandés. Les Consultants intéressés devront fournir dans leur CV, des informations indiquant leurs qualifications à fournir les services ci-après.
(Description de missions similaires, preuves de leurs bonnes connaissances, expériences de travail dans des conditions identiques, preuves de bonne maîtrise du circuit des dépenses publiques).

Qualifications du Cabinet

- Avoir des experts titulaires d'un diplôme universitaire de niveau Master 2 (Bac + 5) en finances publiques, politiques publiques, statistiques ou autres domaines équivalents.
- Avoir un personnel d'appui

Expériences professionnelles du cabinet

- avoir une bonne maîtrise du circuit des dépenses publiques ;
- avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle avérée en Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- une expérience professionnelle avérée en audit du pilotage de la performance sera un atout ;
- avoir une grande capacité de rédaction et d'encadrement.

Objectifs du projet

Fournir des informations sur la base desquelles, les Contrôleurs Financiers peuvent apprécier la valeur des projets de performance des DPPD-PAP et, faire des propositions d'amélioration de la qualité de la conception des programmes ministériels.

Durée de la mission

Soixante-cinq (65) jours ouvrés

Résultats attendus

Le consultant retenu aura la responsabilité de l'atteinte des résultats ci-après :

- Les critères d'évaluation ex ante de la qualité des projets de performance sont définis conformément au « Cadre de mesure de la performance du PEFA » et partagés avec tous les Ministères ;
- Les réponses au questionnaire d'évaluation ex ante sont disponibles pour tous les programmes des 15 Ministères ;
- Les fiches d'évaluation ex ante (comportant les éventuels gaps et insuffisances et des propositions d'amélioration de la qualité des programmes) sont disponibles pour tous les programmes des 15 Ministères ;
- Le rapport d'évaluation ex ante des programmes est disponible ;
- La qualité des projets de performance des DPPD-PAP de la première tranche de 15 Ministères est améliorée.

Les cabinets d'études admissibles intéressés doivent produire les informations sur leur qualification et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (Curriculum Vitae daté et signé, copies certifiées conformes des diplômes et des justificatifs des références en prestations similaires réalisées, etc.).

Rémunération

Préciser la prétention salariale dans le dossier de candidature soumis.

Dossiers de candidature

Les manifestations d'intérêt doivent être soumises au plus tard le 22 août 2019 à 16h30 (heure locale) sous format papier, dans une enveloppe scellée portant la mention « Evaluation ex ante de la qualité des projets de performance des DPPD-PAP » au siège de la Direction du Contrôle Financier sis au « Plateau, rue des banques, immeuble SMGL (en face de la BAD), 13^{ème} étage, au secrétariat de la Direction du Contrôle Financier. Ou par courriel, portant en objet la mention « Evaluation ex ante de la qualité des projets de performance des DPPD-PAP » à l'adresse suivante : sddocinfo.dcf@gmail.com.

Les candidats devront faire la demande des Termes de références (TDRs) pour plus de détails à l'adresse suivante : sddocinfo.dcf@gmail.com.



La cérémonie de remise des clés a eu lieu en présence du ministre des Mines et de la Géologie, Jean-Claude Kouassi. (PHOTO : D.R)

Le ministre des Mines et de la Géologie, Jean-Claude Kouassi, a officiellement remis, hier, à plusieurs directions régionales, départementales ainsi que des services centraux, sept véhicules de type 4x4. Coût de l'opération : 200 millions de FCfa. La remise du matériel roulant, qui devrait permettre de renforcer la mobilité des services de l'administration des mines, a eu lieu au siège de la Société pour le développement minier de la Côte d'Ivoire (Sodemi) à Cocody. Cet appui qui constitue, en l'espace de huit mois, la 3^e cérémonie de remise de moyens de locomotion aux services de l'administration des mines, s'inscrit dans le cadre du « Programme d'équipement d'urgence 2019-2020 » estimé à 1,5 milliard de FCfa. « Notre objectif est d'améliorer les performances de l'administration des mines en la dotant de moyens et d'outils de travail, en quantité et en qualité, à la hauteur de l'ambition que nous avons pour le secteur minier ivoirien », a rappelé le représentant du gouvernement au cours de cette cérémonie. Selon le ministre, de janvier 2019 à ce jour, près d'un demi-milliard de FCfa a été mobilisé sur le fonds mine et sur le budget général de fonctionnement pour répondre aux besoins urgents de l'administration des mines et de la géologie. En octobre prochain, un 2^e lot de remise d'équipement est attendu. Face aux nombreux enjeux dans le secteur (lutte contre l'orpaillage illégal, formation

des acteurs, réalisation de l'infrastructure géologique, promotion de la recherche et de l'exploitation minière, adoption du document de politique minière, etc.), Jean-Claude Kouassi a appelé ses collaborateurs à redoubler d'efforts dans l'accomplissement de leurs tâches. « Vous devez avoir, dans l'exercice quotidien de vos fonctions respectives, un comportement et une attitude irréprochables », conseille-t-il. Avec d'importants atouts (or, diamant, manganèse, bauxite, fer, etc.) dont regorge la Côte d'Ivoire, les autorités veulent faire de ce secteur le 2^e moteur de la croissance économique. Lequel représentait 2% du PIB en 2011, contre 3% actuellement. En 2020, l'objectif étant de franchir la barre des 4%, conformément au 2^e Plan national de développement (Pnd 2016-2020). En plein essor, en 2018, le chiffre d'affaires de ce secteur déclaré auprès de l'administration des mines par l'ensemble des sociétés d'exploitation était de 582,2 milliards de FCfa contre un 539,07 milliard de FCfa en 2017, soit une hausse de 8,02%. Le volume total des investissements réalisés (2018), dans l'exploration et l'exploitation minière, s'élevait, quant à eux, à 268,11 milliards de FCfa. Ces investissements portent notamment sur les travaux d'exploration, de construction de mines et de carrière, ainsi que sur l'achat de matériels miniers et de carrières. ■

ANOH KOUAO